

Caraibes / Insights

L'actualite ecologique et du developpement durable dans la Caraibe

#02 - Avril 2026

EDITORIAL - AVRIL 2026

L'ile nature, premiere de cordee

A Laudat, sur les hauteurs de Roseau, la Dominique vient d'ecrire un chapitre que l'ensemble du bassin caribeen attendait depuis des annees.

La premiere centrale geothermique de la CARICOM est entree en service en mars. Dix megawatts, 23 000 foyers alimentes, la moitie des besoins electriques d'un pays jusqu'ici dependant a 80 % du fioul importe. Pour la communaute caribeenne, le geste vaut symbole : il est possible, sur une petite ile volcanique, de produire une energie locale, stable et bien moins chere que le gasoil.

Le moment importe d'autant plus que la region sort secouee de la saison cyclonique 2025. L'ouragan Melissa, categorie 5, a balaye la Jamaique, Haiti et Cuba, faisant pres de cent victimes et plus de neuf milliards de dollars de degats. La Caraibe s'interroge a juste titre sur la resilience de ses reseaux et la valeur du capital naturel.

Ce numero de *Caraibes Insights* rassemble ce qui, ce mois-ci, donne raison a celles et ceux qui inventent l'apres-fioul : geothermie a la Dominique, hydrogene vert a la Barbade, credits carbone forestiers au Guyana, valorisation des sargasses en Martinique. Un effort collectif, pour reprendre le mot brandi a la COP30 de Belem.

La redaction

CARAIBES INSIGHTS

DOSSIER DU MOIS - GEOTHERMIE

La Dominique branche la geothermie sur le reseau

Mise en service en mars 2026 a Laudat, la centrale de 10 MW alimente 23 000 foyers et marque la premiere reussite geothermique de la Communaute caribeenne.

10^{MW}

capacite installee, extensible a 20-25 MW

Trois decennies apres Bouillante en Guadeloupe, l'arc volcanique des Petites Antilles compte enfin sa deuxieme centrale geothermique en exploitation. La centrale de Laudat, dans la vallee de Roseau, est sortie de terre en partenariat public-privé avec Ormat Technologies, deja exploitant a Bouillante. La phase 1 couvre environ 50 % des besoins du pays.

L'Etat dominicien vise une autonomie energetique totale a l'horizon 2030, un cap qui place le pays parmi les plus ambitieux de la zone. Le potentiel geologique excède largement la demande interne, ouvrant la voie a un export regional ou a la production d'hydrogene vert.

L'OECO accompagne en parallele la Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent dans leurs propres campagnes d'exploration via le programme GEOBUILD. Une dynamique regionale s'enclenche.

Source : **Info Outre-mer**, decembre 2025 - mars 2026

A lire en page 3



SUPPORT HABILITÉ POUR VOS ANNONCES LÉGALES EN MARTINIQUE



HABILITÉ PAR LA PRÉFECTURE DE MARTINIQUE
POUR LA PUBLICATION D'ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES



AVOCATS



NOTAIRES



EXPERTS-
COMPTABLES



CABINETS DE
DÉFISCALISATION



CRÉATEURS
D'ENTREPRISE



PROFESSIONNELS
DU DROIT ET
DU CHIFFRE

UN PARTENAIRE DE CONFIANCE POUR VOS OBLIGATIONS DE PUBLICITÉ LÉGALE

PUBLIEZ SIMPLEMENT VOS :



Constitutions de sociétés



Modifications statutaires



Transferts de siège



Dissolutions



Liquidations



Cessions



Avis divers

POURQUOI CHOISIR ANTILLA ?



Support reconnu en Martinique



Publication rapide



Attestation de parution



Interlocuteur local



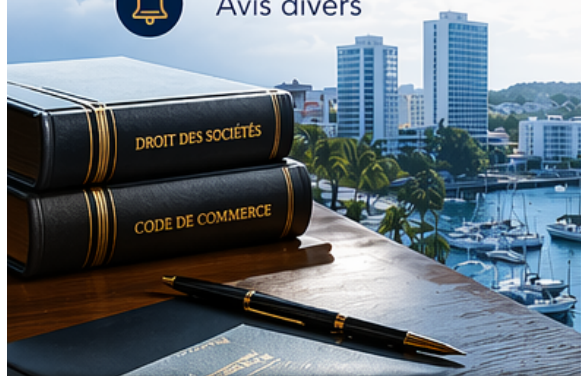
Diffusion digitale performante



Traitement sérieux et réactif



**CONFIEZ-NOUS
VOS FORMALITÉS
DE PUBLICITÉ LÉGALE**



PUBLICATION
100% EN LIGNE

SIMPLE, RAPIDE ET SÉCURISÉE
7J/7 - 24H/24



ACCÉDEZ À
NOTRE PLATEFORME
EN SCANNANT
CE QR CODE

ANTILLA
L'INFORMATION ÉCONOMIQUE
ET JURIDIQUE EN MARTINIQUE

CONTACT COMMERCIAL



0696 73 26 26



AL@ANTILLA-MARTINIQUE.COM



www.antilla-martinique.com

DOSSIER DU MOIS - GEOTHERMIE CARIBEENNE

A Laudat, la Dominique allume la *premiere* centrale geothermique de la CARICOM

Dix megawatts produits, 23 000 foyers raccordes, vingt-deux pour cent du PIB regional encore dependant des combustibles fossiles : la mise en service de la centrale geothermique de Laudat en mars 2026 illustre a la fois l'avancee tangible de la transition energetique caribeenne et le chemin restant a parcourir.

“ Notre objectif est d'eliminer totalement le besoin de production d'electricite au diesel en Dominique d'ici 2030. ”

Vince Henderson, ministre dominicain des Energies renouvelables, mars 2025

Trente millions d'euros et un partenariat public-privé

Le chantier de Laudat a mobilisé environ 30 millions d'euros, financement obtenu auprès de la Banque mondiale, de la Banque européenne d'investissement, du gouvernement britannique et de l'Agence française de développement. La Dominica Geothermal Development Company (DGDC), structure public-privée, a confié la conception et l'exploitation à Ormat Technologies, déjà propriétaire majoritaire de la centrale guadeloupéenne de Bouillante.

La technologie repose sur un cycle binaire : l'eau chauffée par le magma profond entraîne un fluide secondaire qui actionne les turbines. La production est continue, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, contrairement au solaire et à l'éolien.

Une électricité plus stable et moins chère

La Dominique payait jusqu'ici l'une des électricités les plus chères au monde : 80 à 90 % de la production reposait sur des groupes diesel alimentés par du fioul importé, sans mécanisme de péréquation tarifaire pour amortir les variations du brut. La géothermie inverse l'équation : énergie locale, prix prédictible, devise économisée.

Le ministre dominicain Vince Henderson estime que la centrale doit permettre de basculer le pays vers 100 % d'énergie renouvelable dès 2030, le solde provenant de l'hydroélectrique et du solaire. Les 10 MW initiaux seront portés à 20-25 MW dans une seconde phase, ouvrant la possibilité d'exporter vers les îles voisines ou de produire de l'hydrogène vert.

Une dynamique régionale qui s'enclenche

La réussite dominicaine s'inscrit dans la Décennie d'action pour le développement durable de l'énergie de l'OECD (2025-2035), lancée à Saint-Kitts-et-Nevis par la Déclaration de Basseterre. Cinq États membres travaillent au programme GEOBUILD : la Dominique, la Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

La Grenade prévoit d'ouvrir ses ressources géothermiques à l'exploration en 2026. Saint-Kitts-et-Nevis devrait attribuer ses marchés de forage la même année. La centrale de Bouillante en Guadeloupe, première de la Caraïbe (mise en service en 1986), prépare son extension à 20 MW en 2026, sous l'œil attentif des délégations régionales venues l'étudier en juin 2025.

Et la Martinique dans cet ensemble ?

La Martinique, pourtant assise sur le même arc volcanique, demeure prudente sur la géothermie haute enthalpie. La Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) territoriale, en cours de révision simplifiée, fait porter l'effort principalement sur l'éolien (objectif relève de 12 à 36 MW), le photovoltaïque flottant et la station de transfert d'énergie par pompage. Selon l'ADEME, le potentiel d'énergies renouvelables locales est suffisant pour viser un mix électrique 100 % renouvelable à l'horizon 2050, deux fois moins coûteux qu'aujourd'hui, mais l'intégration au réseau insulaire suppose de doubler la capacité de stockage et d'accélérer les autorisations administratives.

JAMAÏQUE - RECONSTRUCTION

Six mois apres Melissa, la Jamaïque *reconstruit* en plus vert

Frappee fin octobre 2025 par le plus violent ouragan jamais enregistre sur l'île, la Jamaïque mobilise 6,7 milliards de dollars d'aide internationale et reoriente sa reconstruction vers la resilience climatique et l'energie propre.

“Une devastation jamais vue auparavant. La reconstruction demandera des ressources enormes.

Dennis Zulu, coordonnateur ONU en Jamaïque, octobre 2025

Le 28 octobre 2025, l'ouragan Melissa a touche terre dans l'ouest de la Jamaïque avec des vents soutenus a 295 km/h, releves a 305 km/h dans le rapport final du National Hurricane Center publie en fevrier 2026. Bilan : 45 victimes en Jamaïque, 13 disparus, 95 morts dans la Caraïbe, des degats estimes entre 8,8 et 10 milliards de dollars.

L'île a perdu 721 ecoles publiques sur 1 010, 40 % de son systeme de sante, environ 180 000 toitures arrachees, 85 % du reseau routier impraticable les premieres semaines. La paroisse de Saint Elizabeth, grenier agricole de la Jamaïque, a ete submergee. Plus de 70 000 agriculteurs ont perdu tout ou partie de leurs exploitations.

La Banque mondiale a active des le 31 octobre 2025 un programme de soutien co-pilote avec la Banque interamericaine de developpement et le gouvernement jamaïcain. Le 11 novembre, elle annonçait un versement de 150 millions de dollars au titre de la couver-

ture catastrophe souscrite par Kingston. L'Organisation meteorologique mondiale a retire le nom Melissa de la liste cyclonique de l'Atlantique le 4 mars 2026.

L'enjeu desormais : reconstruire mieux, pas a l'identique. Le Premier ministre Andrew Holness a annonce un plan de reconstruction integrant des normes parasismiques et anticycloniques renforcees, une electrification rurale solaire decentralisee et une revision du code de la construction. Le tourisme est reparti sept semaines apres la tempete avec 300 000 visiteurs accueillis, la reouverture des aeroports de Kingston et Montego Bay, et l'engagement des chaines hotelieres a maintenir la destination.

Le ministre jamaïcain de l'Environnement Matthew Samuda a chiffre les pertes a 10 milliards de dollars devant la COP30 a Belem en novembre 2025, demandant une acceleration des financements pour l'adaptation. Sur ce point, la Decision Mutirao adoptee a Belem prevoit un triplement des financements d'adaptation d'ici 2035, signal politique fort meme si la cible reste non contraignante.

Source : **ONU Info**, **Wikipedia - Ouragan Melissa**, mars 2026

OECD - RESILIENCE

A Castries, l'OECD inaugure un siege autonome en energie

Face aux aleas climatiques, l'Organisation des Etats de la Caraïbe orientale entend rester fonctionnelle meme lorsque l'environnement immediat est hors d'usage. Son siege a Castries, Sainte-Lucie, a inaugure le 13 mars 2026 un nouveau systeme d'eclairage exterieur a energie solaire, un reservoir d'eau et un systeme d'egouts modernises. L'instance vise une remise a niveau equivalente dans tous ses pays

membres, pour la continuite des services en situation d'urgence.

L'initiative s'inscrit dans la strategie regionale de continuite operationnelle post-cyclonique, identifiee comme prioritaire apres Maria (2017), Irma (2017), Beryl (2024) et Melissa (2025). L'OECD compte douze membres, dont la Martinique et la Guadeloupe en tant que membres associes.

Source : **La 1ere Guadeloupe**, mars 2026

BARBADE - HYDROGENE VERT

Mottley reelue, le pari du 100 % renouvelable en 2030

Reconduit avec les trente sièges du Parlement le 11 février 2026, le gouvernement Mottley accélère le calendrier d'une transition énergétique déjà considérée comme la plus ambitieuse de la Caraïbe. Centrale Renewstable à hydrogène vert, véhicules électriques, Blue Green Bank : tour d'horizon.

“ La sécurité énergétique est une composante de notre trajectoire de développement. Les énergies renouvelables sont essentielles pour notre avenir. ”

Lisa Cummins, ministre barbadienne de l'Énergie

Le projet phare se nomme Renewstable Barbados (RSB), portée par le français HDF Energy associé à Rubis. Implantée à Saint Philip, la centrale couplera production solaire et stockage d'hydrogène pour fournir une électricité 24 heures sur 24 à 16 000 habitants, sans intermittence. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, est venue annoncer en février 2025 le soutien de la Banque européenne d'investissement.

L'objectif national reste inchangé : 100 % d'énergies renouvelables et neutralité carbone en 2030, soit l'un des caps les plus ambitieux au monde pour un État insulaire. Le secteur des transports, qui consomme un tiers de l'énergie de l'île, se décarbone via l'électromobilité : la Nissan Leaf importée par Megapower il y a dix ans a fait des émules, les véhicules à énergie renouvelable représentent désormais 17 % des importations automobiles.

En 2026, la Barbade s'affirme aussi comme hub régional de la finance durable. Après son retrait de la liste européenne des paradis fiscaux, le pays a accueilli en

avril la Semaine de la durabilité d'IDB Invest et lancé une Blue Green Bank destinée à financer des projets climatiques en Caraïbe et Amérique latine. La banque centrale a maintenu son taux directeur à 2 %, niveau inchangé depuis avril 2020, signe d'une stabilité monétaire saluée par le FMI.

Williams Industries, conglomérat local actif dans les énergies renouvelables, l'eau et le recyclage, a investi 60 à 80 millions de dollars dans le solaire photovoltaïque, l'infrastructure hydrique et la valorisation des déchets. La trajectoire combine donc politique publique ambitieuse, soutiens multilatéraux (Banque mondiale, BID, BEI, Fonds vert pour le climat) et capital privé local.

Reste l'épreuve de la durée : la dette publique a reculé de 178,9 % du PIB en 2017 à 93,3 % fin 2025, mais la Barbade dépend toujours fortement du tourisme britannique, américain et canadien. Un ralentissement de ces marchés ou un choc pétrolier exogène pourraient affecter la trajectoire.

Source : **MEDEF International**, **Coface**, avril 2026

GUYANA - CREDITS CARBONE

Neuf millions de credits ART : le Guyana *monetise* ses forets

Le 3 fevrier 2026, l'organisme ART a delivre au Guyana plus de neuf millions de credits carbone forestiers TREES, vintage 2023, eligibles au programme onusien CORSIA pour l'aviation civile. Le pays consolide son statut de pionnier mondial du REDD+ juridictionnel.

“ Le temps des projets pilotes est revolu. Le monde a besoin d'une action a l'echelle juridictionnelle pour valoriser les services ecosystemiques des forets tropicales. ”

Bharrat Jagdeo, vice-president guyanien

Le Guyana est le premier pays au monde a avoir vendu des credits carbone forestiers a l'echelle nationale, en decembre 2022, pour la periode 2016-2020 (33,47 millions de credits). Le mecanisme repose sur la norme TREES (The REDD+ Environmental Excellence Standard) elaboree par ART, organisme americain de certification.

La forest tropicale couvre 18 millions d'hectares, soit 87 % du territoire guyanien, stockant 21,8 milliards de tonnes equivalent CO₂. Le pays s'est inscrit en 2009 dans une Strategie de developpement bas carbone (LCDS), reconduite en 2030, qui lie protection forestiere et financement public-privé.

Singularite du modele : 15 % des revenus tires de la vente des credits sont reversees aux 242 communautés amerindiennes, soit environ 187,5 millions de dollars déjà encaisses depuis 2022. Le programme couvre titulaires et non-titulaires, savanes, zones humides et

paysages forestiers, validation operee par le National Toshias Council, organe consultatif autochtone defini par l'Amerindian Act de 2006.

L'outil n'est pas sans controverse. L'Amerindian Peoples Association (APA), ONG autochtone, a depose plainte aupres d'ART en 2023, contestant la legitimite de l'approbation du NTC et la procedure de partage des benefices, notamment pour les peuples Akawio et Arecuna de la region du Haut-Mazaruni dont les droits fonciers ont ete reconnus par la Haute Cour du Guyana.

Le co-actionnaire d'Exxon dans le bloc petrolier offshore Stabroek, Hess Corporation, a annonce des decembre 2022 son intention d'acheter 37,5 millions de credits, ce qui pose la question, pour les detracteurs du dispositif, de la coherence entre extraction petroliere et compensation forestiere. Le debat illustre les questions ouvertes sur l'integrite des marches volontaires du carbone, que la COP30 de Belem a tente d'encadrer via la decision sur l'article 6.

Source : **ART Redd - Carbon Pulse**, fevrier 2026

REPUBLIQUE DOMINICAINE - SARGASSES

SOS Carbon, Origin by Ocean, Caribbean Chemicals : la *filier*e sargasses emerge

Sur la cote dominicaine, trois entreprises montent en puissance pour valoriser les algues sargasses qui s'échouent par dizaines de milliers de tonnes chaque année. SOS Carbon, basée à Saint-Domingue, a breveté un système de collecte en mer associé à la production de biostimulants agricoles et à un mécanisme carbone intégré. Origin by Ocean travaille à une bioraffinerie multi-produits à partir d'extraits de sargasses, visés pour l'alimentation animale après réduction de la teneur en arsenic.

Caribbean Chemicals (Barbade-Jamaïque-Trinité) développe quant à elle des produits agricoles à partir des dérivés de la biomasse algale. Toutes ces initiatives partagent le même verrou : l'arsenic naturellement contenu dans les sargasses, qui interdit pour l'instant un usage en alimentation humaine ou en compost réglementaire. Le marché est néanmoins évalué à plusieurs centaines de millions de dollars annuels, étant donné que la Caraïbe ramasse plus de 50 000 tonnes de sargasses par an. La Martinique a collecté 7 600 tonnes en 2025 selon la Direction de la Mer.

Source : **IEDOM**, février 2026

TRINITE-ET-TOBAGO - SOLAIRE

BP construit une centrale solaire de 122 MW à Brechin Castle

Première installation solaire utility-scale de Trinité-et-Tobago, le projet Brechin Castle Solar de BP entre dans sa phase d'ingénierie active. La centrale de 122 mégawatts se déploiera sur d'anciennes terres sucrières, marquant la première ouverture significative d'une compagnie pétrolière majeure aux renouvelables sur le territoire. T&T tire encore l'essentiel de son électricité du gaz naturel domestique, mais la

pression internationale et le déclin progressif des réserves obligent le pays à diversifier.

Le projet s'inscrit dans une feuille de route nationale visant 30 % d'électricité renouvelable d'ici 2030. Renewable Power Caribbean et Kenesjay Green Systems, deux acteurs trinitadiens, complètent le tableau côté PME, le second étant signataire du Clean Energy Pledge regional.

Source : Caribbean Climate-Smart Accelerator, mars 2026

BAHAMAS - STOCKAGE

Caribbean Renewable Energy mise sur Grand Bahama

L'entreprise Caribbean Renewable Energy structure une chaîne complète de faisabilité, ingénierie et construction de projets ENR depuis Grand Bahama. Après le passage de Dorian (2019), l'archipel s'oriente vers une électrification décentralisée cou-

plant solaire et batteries pour réduire la vulnérabilité des îlots à faible densité. Bahamas Power and Light a annoncé trois nouveaux appels d'offres pour 2026, totalisant 150 MW solaires.

Source : **Caribbean Renewable Energy**, février 2026

MARTINIQUE - SARGASSES

Sargator 3, Toupiti : la flotte *anti-sargasses* se renforce

L'année 2026 s'annonce intense en arrivages d'algues sargasses sur les côtes martiniquaises. La Direction de la Mer aligne deux nouveaux navires spécialisés et confirme un budget de gestion en hausse, en attendant la mise en place d'un cadre juridique pour la valorisation industrielle.

“ Il faut être capable d'avoir une solution de valorisation tenable dans la durée. C'est la difficulté majeure pour les porteurs de projets. ”

Frederick Voyer, directeur du GIP Sargasses, juin 2025

Le Sargator 3 est entré en opération en mars 2026 sur la façade sud-atlantique. Long de 12 mètres et large de 4,5, le navire collecte plus de 100 tonnes d'algues par jour. Il est complété par la barge à grue Toupiti, construite en 2025 par l'armateur martiniquais Somara, qui assure le transfert vers les barges d'immersion au large. L'État finance ces deux unités à hauteur de 70 %.

L'enjeu est d'abord sanitaire et environnemental. En se décomposant, les sargasses dégagent du sulfure d'hydrogène (H₂S), gaz à l'odeur d'œuf pourri qui peut causer maux de tête et irritations respiratoires à forte concentration. MDT maintient un dispositif de surveillance des niveaux atmosphériques sur les communes les plus exposées, du Robert au Vauclin.

Le bilan financier est lourd. L'État a dépensé 6,4 millions d'euros en 2024 pour la lutte contre les sargasses, hors investissement en navires. Cent vingt-cinq personnes en insertion, quarante contrats aides communales et près de cent engins mécanisés (ca-

mions, tractopelles, grues, quads, bennes) ont été déployés, intégralement financés par l'État ces dernières années.

La valorisation reste un chantier ouvert. Quarante-vingt-dix pour cent des algues collectées sont encore stockées sans usage. Les essais portent sur le compostage industriel, des bio-engrais liquides, des matériaux de construction, voire des cercueils écologiques. Une réunion d'envergure tenue au Robert en juin 2025 a rassemblé préfet, conseil exécutif de la CTM, maires, militaires du RSMA et porteurs de projets, pour préparer un cadre juridique faisant défaut à date.

Côte recherche, l'Institut technologique de Saint-Domingue travaille avec la Martinique à un procédé de réduction des teneurs en arsenic permettant la mise sur le marché d'un bio-engrais liquide. La saison 2026, qualifiée de potentiellement précoce et intense par l'IEDOM, sera un test grandeur nature pour la flotte de collecte et la filière.

Source : **Mer et Marine, Martinique 1ère**, mars 2026

GUADELOUPE - STOCKAGE ELECTRIQUE

Cinq centrales de stockage *d'ici 2028*

Sur l'archipel guadeloupeen, le stockage d'électricité est devenu l'enjeu numéro un de la transition énergétique. Cinq projets de centrales de stockage verront le jour d'ici 2028, en complément de la centrale géothermique de Bouillante en cours d'extension à 20 MW.

La Guadeloupe paie aujourd'hui un coût de production élevé, compensé par le service public de l'énergie pour contenir les tarifs aux consommateurs. Le stockage apparaît comme la clé pour réduire ce surcoût : il facilite l'intégration des énergies renouvelables intermittentes (solaire essentiellement) en lisant les variations entre production et demande.

Cinq projets sont en développement, repartis sur l'archipel. Ils permettront d'éviter le recours aux centrales thermiques d'appoint et d'augmenter sensiblement la part du renouvelable dans le mix. La Guadeloupe vise 50 % d'électricité renouvelable à court

terme et 100 % à horizon 2030, en s'appuyant sur Bouillante (géothermie), le solaire (notamment le projet Total Énergie / aéroport Maryse Condé de 7 000 foyers alimentés), l'éolien et le stockage.

L'usine géothermique de Bouillante, en service depuis 1986, fournit aujourd'hui 6 à 7 % de l'électricité de l'archipel avec ses 15,5 MW. Les travaux d'extension visent une capacité portée à 20 MW en 2026. La centrale a reçu en juin 2025 une délégation de l'OECO venue étudier le modèle de gouvernance locale et le partenariat communautaire avec la commune de Bouillante.

Source : **La 1ère Guadeloupe**, mars 2026

SAINT-MARTIN - CORAUX

EPIC Islands restaure le *recif corallien*

Environmental Protection in the Caribbean (EPIC), ONG basée à Sint Maarten, mène un programme de restauration des récifs coralliens et des mangroves sur la partie néerlandaise et française de l'île. Le travail combine éducation environnementale et restauration écosystémique.

L'effort prend une dimension régionale via la Dutch Caribbean Nature Alliance (DCNA), qui fédère les aires protégées des six îles BES (Bonaire, Sint Eusta-

tius, Saba, Curaçao, Aruba, Sint Maarten). En Guadeloupe, le bureau d'études Caraïbes Environnement Développement (groupe Ginger) réalise des transplantations coralliennes pour le compte du Grand Port Maritime, dans le cadre du projet Life Adapt'Island. Les espèces ciblées sont les coraux Corne de cerf (*Acropora cervicornis*) et Corne d'élan (*Acropora palmata*), endémiques et en danger critique d'extinction selon l'UICN.

Source : **EPIC Islands**, février 2026

GRENADA - GEOTHERMIE

La Grenade ouvre ses ressources géothermiques à l'exploration

Le Ministry of Climate Resilience grenadien prévoit d'ouvrir en 2026 ses ressources géothermiques aux campagnes de forage exploratoire. Le pays s'inscrit dans le programme régional GEOBUILD pilote par l'OECO avec l'appui de la Banque de développement des Caraïbes. Deux représentants communautaires des zones concernées, Cheston Alexis et Craig Murray, ont participé au voyage d'étude à Bouillante en

juin 2025, gage de l'inclusion des populations locales dans le processus décisionnel.

Les cibles géologiques se situent dans le nord de l'île, en bordure des reliefs volcaniques actifs. La Grenade a déjà signé en 2025 un accord-cadre avec l'OECO et le CCREEE pour mobiliser les expertises techniques. Le pays vise un mix électrique à 80 % renouvelable d'ici 2030, contre environ 5 % aujourd'hui.

Source : **OECs Press Room**, juillet 2025

SAINT-KITTS-ET-NEVIS - FORAGES

Saint-Kitts attribue les marchés de forage de production

La fédération Saint-Kitts-et-Nevis prépare l'attribution en 2026 des marchés de forage de production pour exploiter le potentiel géothermique de Nevis. Le projet est porté par la Nevis Electricity Company (NEVLEC) en collaboration avec le CCREEE. Les

premières études géologiques ont identifié une ressource exploitable de 10 à 15 MW, suffisante pour couvrir la totalité de la consommation de Nevis et exporter le surplus vers Saint-Kitts via un câble sous-marin.

Source : **NEVLEC**, mars 2026

SAINTE-LUCIE - ENERGIE

EcoCarib : la plateforme de trading énergétique

EcoCarib, basée à Castries, déploie une plateforme de trading d'énergie à destination des grands consommateurs caribéens. L'entreprise propose des solutions algorithmiques pour réduire les coûts énergétiques en optimisant le mix renouvelable / ther-

mique en temps réel. Sainte-Lucie a inscrit dans sa contribution nationale déterminée une puissance solaire de 5 MW déjà installée et une exploration géothermique en préparation, dans une logique de transition multisectorielle.

Source : **EcoCarib**, février 2026

JAMAÏQUE - SOLAIRE

Soleco Energy ajoute 51 MW au réseau jamaïcain

Soleco Energy, premier développeur solaire en Jamaïque, a fait passer la capacité de la centrale Paradise Park de 51 MW à 51,5 MW après une opération de maintenance et d'optimisation finalisée début 2026. Co-fondée par une ancienne de Goldman Sachs et Harvard, l'entreprise compte parmi ses investisseurs Rubis. La Jamaïque reste très dépendante des fossiles : en 2025, plus de 90 % de son approvisionnement énergétique provenait du pétrole, du gaz naturel et du charbon.

Source : **Soleco Energy**, mars 2026

Le tender 2024 de la Jamaica Public Service (JPS) a marqué une étape : 100 MW solaires attribués, 50 MW éolien, 100 MW de stockage. Les projets retenus devraient être raccordés entre 2026 et 2028. Le pays bénéficie d'un crédit d'impôt équivalant à 30 % du coût d'achat d'un système photovoltaïque résidentiel, plafonné à 4 millions de dollars jamaïcains, et d'une exemption de TVA sur les batteries lithium, panneaux solaires, onduleurs et éoliennes.

CARAÏBE - FINANCE

Belem 2025 : le triplement des financements adaptation

Adoptée le 22 novembre 2025 à Belem, la décision Mutirao engage la communauté internationale à tripler les financements d'adaptation d'ici 2035, prendre acte de la feuille de route Bakou-Belem visant 1 300 milliards de dollars annuels de financements climat en 2035, et lancer un mécanisme de transition juste centré sur les populations. La Banque de développement des Caraïbes, l'AFD Caraïbe et l'Inter-American Development Bank sont positionnées pour relayer ces engagements dans la

zone, où les besoins d'adaptation sont parmi les plus élevés au monde rapportés au PIB.

Pour la Caraïbe insulaire, l'enjeu n'est pas seulement la mitigation : c'est l'adaptation aux ouragans plus violents, à la montée des eaux et à l'acidification des océans. Le Plan Roofs to Reefs barbadien, soutenu par la Banque mondiale à hauteur de 100 millions de dollars, fournit un modèle applicable à l'ensemble de la zone, des toitures résistantes aux cyclones jusqu'à la restauration des écosystèmes récifaux.

Source : **UNFCCC - IISD**, décembre 2025

GUYANA - PÉTROLE

L'or noir et l'or vert : l'équation guyanaise

Le paradoxe guyanien retient l'attention. Le pays vend des crédits forestiers tout en exploitant le bloc pétrolier offshore Stabroek, opéré par ExxonMobil avec Hess Corporation et CNOOC. La production dépasse 660 000 barils par jour en 2025, et le pays figure désormais parmi les premiers pollueurs par habitant au monde. Pour les ONG critiques de l'arrangement ART-TREES, l'achat de crédits par Hess

illustre la logique de compensation interne au consortium, qui revient pour partie à financer la conservation forestière avec les revenus de l'extraction. Le sujet sera l'un des fils rouges des dialogues sur les marchés carbone prévus à Bonn en juin et novembre 2026, dans le cadre du suivi de l'Accord de Paris.

Source : Forest Peoples Programme, mars 2026

MARTINIQUE - PPE3

PPE3, eolien double, photovoltaïque flottant : *la trajectoire* martiniquaise

La troisième Programmation pluriannuelle de l'énergie publiée le 13 février 2026 fixe la stratégie énergétique de la France pour 2026-2035. Une révision simplifiée de la PPE Martinique double l'objectif éolien (de 12 à 36 MW) et prépare un projet de station de transfert d'énergie par pompage couplée à une centrale photovoltaïque flottante.

La PPE3 trace la trajectoire vers la neutralité carbone à l'horizon 2050. La révision simplifiée Martinique vise un effort principal sur trois leviers : l'éolien (objectif relevé à 36 MW), le photovoltaïque en autoconsommation et fermes au sol, et la station de transfert d'énergie par pompage (STEP) hybride avec photovoltaïque flottant. La part des énergies renouvelables électriques dans le mix martiniquais était de 26,1 % fin 2024 selon l'ADEME, contre 50 % visé par la loi de transition énergétique.

Le potentiel renouvelable est suffisant pour viser 100 % d'énergie renouvelable locale en 2050, selon les calculs de l'ADEME : 200 MW de photovoltaïque, 100 MW d'éolien en mer, 200 MW de capacité de stockage. Le mix optimal s'avérerait deux fois moins coûteux que le système thermique actuel, sans biocarburants importés.

L'inscription de la Martinique comme territoire pilote pour la Stratégie nationale de biodiversité, via le futur Centre territorial d'expérimentation en biodiversité (CTEBIOM), ouvre un second front de transition.

La Martinique est reconnue hot spot de biodiversité, avec une responsabilité particulière pour les espèces endémiques de flore et de faune. Caribaea Initiative, ONG implantée localement, mène des programmes de recherche et de conservation, notamment sur les espèces invasives.

Sur le terrain, des freins persistent. Le marché de l'autoconsommation électrique connaît des difficultés : selon une question parlementaire déposée au Sénat le 9 avril 2026, le médiateur national de l'énergie recommande la création d'un acheteur de secours et l'harmonisation des contrats de rachat, plusieurs producteurs s'étant retrouvés sans solution après la défaillance de leur acheteur non obligé.

La PPE Guadeloupe, parallèlement en révision, prévoit elle aussi une montée en puissance de l'éolien et du stockage. La Réunion et la Guyane ont déjà franchi des paliers significatifs, la Guyane atteignant 72 % d'électricité renouvelable grâce à son hydroélectricité.

Source : **Ministère de la Transition écologique - Sénat**, avril 2026

HAITI - RESILIENCE ALIMENTAIRE

A Petit-Goave, l'agriculture *en reconstruction*

Six mois après l'ouragan Melissa, le sud d'Haïti reste durement éprouvé. À Petit-Goave, des dizaines de familles vivent encore sous des abris de fortune, leurs habitations rasées par les eaux. Le Programme alimentaire mondial chiffre à 1,2 million le nombre d'Haïtiens directement touchés, dans un pays où 5,3 millions de personnes souffraient déjà de la faim avant la catastrophe.

Source : **La 1ère Guadeloupe**, mars 2026

Le PAM a déjà assisté 725 000 personnes avec une enveloppe de 83 millions de dollars financée à 50 %. La directrice régionale Lola Castro plaide pour une approche associant aide alimentaire d'urgence et reconstruction agricole résiliente, avec replantation des cultures résistantes aux sécheresses et aux ouragans, soutien aux semenciers locaux et restauration des bassins versants dégradés.

CUBA - RESEAU ELECTRIQUE

Cuba relance ses parcs solaires après Melissa

Affaibli en catégorie 2 à son arrivée à Cuba, Melissa y a tout de même causé d'importants dégâts. Les autorités cubaines avaient déjà engagé un plan d'urgence pour le réseau électrique, répétitivement défaillant depuis 2024. Le programme prévoit l'installation de 92 parcs solaires d'ici fin 2028, dont 55 financièrement bouclés, pour une capacité cible de 2 000

Source : Caribbean Climate-Smart Accelerator, février 2026

MW. La coopération chinoise apporte une part significative de l'équipement. La transition cubaine reste contrainte par le manque de devises et l'embargo, mais elle illustre une option qui combine économies de fioul et résilience aux ruptures d'approvisionnement.

REPUBLIQUE DOMINICAINE - MIX ELECTRIQUE

17 % de renouvelable, le cap des 30 % en vue

La République dominicaine produit 17 % de son électricité à partir de sources renouvelables (hydraulique, éolien, solaire, biomasse), pour un total de 626 MW d'hydraulique, 365 MW d'éolien et plusieurs centaines de mégawatts solaires. Le pays vise 30 % de renouvelable d'ici 2030 dans le cadre du Pacto

Source : Ministry of Energy and Mines, mars 2026

Electrico, soutenu par un prêt de 1,8 milliard de dollars de la Banque mondiale et des incitations fiscales pour les investisseurs. Sept parcs éoliens, sept centrales solaires et une installation biomasse sont déjà opérationnels, avec plusieurs dizaines de projets en développement.

6 idées recues *sur la transition écologique caribeenne*

FAUX La Caraïbe est trop petite pour peser dans la lutte climatique.

Les pays de la CARICOM pesent 0,5 % des émissions mondiales mais subissent parmi les pires impacts. Leur diplomatie a obtenu à Belem le triplement des financements d'adaptation et le Fonds pertes et dommages à la COP28.

VRAI La géothermie peut alimenter une île entière.

La Dominique vise 100 % d'énergie renouvelable en 2030 grâce à Laudat (10 MW, extensible à 20-25 MW). Le potentiel géothermique total est évalué à 120 MW, soit cinquante fois la demande actuelle.

NUANCE Les sargasses sont une source d'énergie immédiate.

La biomasse algale a un fort potentiel mais bute sur la teneur en arsenic, l'humidité (90 % d'eau) et l'absence de cadre juridique. Premiers usages valides : compostage, bio-engrais, matériaux expérimentaux.

VRAI La Barbade vise 100 % d'énergies renouvelables en 2030.

Cible réaffirmée par le gouvernement Mottley, réelu en février 2026. La centrale Renewstable à hydrogène vert d'HDF Energy y contribue, avec le solaire résidentiel et l'électrification des transports.

FAUX Les crédits carbone forestiers régulent automatiquement le climat.

Les crédits ART-TREES du Guyana s'inscrivent dans une logique HFLD qui suscite des débats méthodologiques. La COP30 a appelé à renforcer l'intégrité des marchés volontaires via des dialogues à Bonn en 2026, 2027 et 2028.

- LE MOT DE LA REDACTION

La Caraïbe démontre qu'une transition énergétique insulaire est réalisable. Géothermie à la Dominique, hydrogène vert à la Barbade, crédits carbone au Guyana dessinent une trajectoire crédible. Reste à la financer durablement et à la rendre socialement juste.

La rédaction

CARAIBES INSIGHTS

A surveiller en avril-juin 2026

ANTILLES - 5 JUIN 2026

Journée mondiale de l'environnement : mobilisations régionales sur le thème des océans. **Lire en page 15.**

BONN - 8 AU 18 JUIN 2026

Sessions intersessionnelles UNFCCC, premier dialogue annuel sur les mesures commerciales unilatérales et l'article 6.

PANAMA CITY - 14 AU 16 OCTOBRE 2026

Caribbean Renewable Energy Forum (CREF), 18e édition. Plus de 450 participants attendus de 40 pays, dont les ministres de l'Énergie de la zone.

15

Etats

LE PERIMETRE DE CARAIBES INSIGHTS

Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Rep. dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent, Trinité-et-Tobago, plus territoires français, britanniques et néerlandais.

Caraibes Insights - *Ours*

Mensuelle éditée par Antilla SARL, RCS Fort-de-France 981 746 415. Siège : 7 rue Paul Gauguin, 97232 Le Lamentin. **Directeur publication** : Philippe Pied. **Redaction** : redaction@antilla-martinique.com - Tel. 0696 73 26 26. **Sources** : OECS Press Room, La 1ère, Carbon Pulse, Mer et Marine, IEDOM, ART Redd, MEDEF International, Coface, UNFCCC.

CARAIBE - 5 JUIN 2026

Journee mondiale de l'environnement : *la Caraibe se mobilise* autour des oceans

Instituee par l'Assemblee generale des Nations unies, la Journee mondiale de l'environnement du 5 juin 2026 est cette annee orientee vers la protection des oceans et la lutte contre la pollution plastique. Pour les Etats caribeens, dont l'economie repose largement sur les ressources marines et le tourisme balneaire, le rendez-vous est strategique.

“ Pour nous, l'energie renouvelable doit etre produite localement. Elle garantit l'independance, la securite et constitue l'energie de l'avenir parce qu'elle est propre. ”

Ursula von der Leyen, presidente de la Commission europeenne, fevrier 2025

Un theme 2026 oriente oceans

L'Accord des Nations unies sur la haute mer (BBNJ - Biodiversity Beyond National Jurisdiction) est entre en vigueur le 17 janvier 2026, ouvrant la voie a la creation d'aires marines protegees au-dela des juridictions nationales. La Journee mondiale de l'environnement met cette annee l'accent sur la mise en oeuvre de cet accord et le Blue NDC Challenge lance a la COP30, qui invite les pays a integrer des mesures oceaniques dans leurs contributions nationales.

Pour la Caraibe, la mer des Antilles represente a la fois un patrimoine ecologique majeur et une source critique de revenus : peche, tourisme, transport maritime, biotechnologies emergentes liees aux algues et au corail.

Programme regional

Martinique : Madinair coordonne une journee de sensibilisation a la qualite de l'air et de l'eau a Fort-de-France, en partenariat avec l'ARS et l'ODE. Animations sur les plages avec ramassage citoyen.

Guadeloupe : le Grand Port Maritime ouvre ses fermes coralliennes au public dans le cadre du projet Life Adapt'Island. Visites guidees et conferences sur la transplantation corallienne.

Barbade : Sustainable Caribbean (The Crate) organise une journee zero plastique a Bridgetown avec ateliers d'alternatives reutilisables.

Dominique : portes ouvertes a la centrale geothermique de Laudat, mise en service trois mois plus tot. Visites guidees sur reservation.

Informations pratiques

Lieu : manifestations decentralisees dans les principales iles de la Caraibe, programmes detailles sur les sites du PNUE et des ministeres concernes.

Inscriptions : www.unep.org/world-environment-day - inscription gratuite pour la plupart des evenements regionaux.

Acces depuis la Martinique : liaisons regulieres Air Caraibes, Air Antilles et Air France vers Pointe-a-Pitre, Roseau, Bridgetown. Vols saisonniers vers Castries via Saint-Maarten.

Hebergement : reservations conseillees au moins quatre semaines a l'avance, la periode coïncidant avec le debut de la basse saison touristique.

Source : Nations unies - UNFCCC, avril 2026



SUPPORT HABILITÉ POUR VOS ANNONCES LÉGALES EN MARTINIQUE



HABILITÉ PAR LA PRÉFECTURE DE MARTINIQUE
POUR LA PUBLICATION D'ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES



AVOCATS



NOTAIRES



EXPERTS-
COMPTABLES



CABINETS DE
DÉFISCALISATION



CRÉATEURS
D'ENTREPRISE



PROFESSIONNELS
DU DROIT ET
DU CHIFFRE

UN PARTENAIRE DE CONFIANCE POUR VOS OBLIGATIONS DE PUBLICITÉ LÉGALE

PUBLIEZ SIMPLEMENT VOS :



Constitutions de sociétés



Modifications statutaires



Transferts de siège



Dissolutions



Liquidations



Cessions



Avis divers

POURQUOI CHOISIR ANTILLA ?



Support reconnu en Martinique



Publication rapide



Attestation de parution



Interlocuteur local



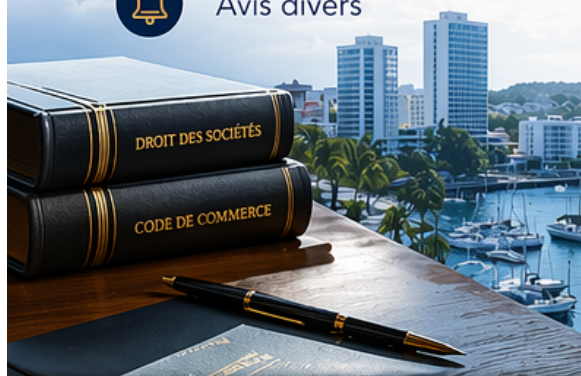
Diffusion digitale performante



Traitement sérieux et réactif



**CONFIEZ-NOUS
VOS FORMALITÉS
DE PUBLICITÉ LÉGALE**



PUBLICATION
100% EN LIGNE

SIMPLE, RAPIDE ET SÉCURISÉE
7J/7 - 24H/24



ACCÉDEZ À
NOTRE PLATEFORME
EN SCANNANT
CE QR CODE

ANTILLA
L'INFORMATION ÉCONOMIQUE
ET JURIDIQUE EN MARTINIQUE

CONTACT COMMERCIAL



0696 73 26 26



AL@ANTILLA-MARTINIQUE.COM



www.antilla-martinique.com